Protocole facultatif de la Cour permanente d'arbitrage sur la procédure accélérée

Tel qu'adopté par le Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage le 10 septembre 2024

Article premier : Champ d'application

1. Si des parties sont convenues que le présent Protocole s'applique aux litiges qui les opposent, ces litiges seront tranchés selon ce Protocole, sous réserve des modifications dont elles seront convenues entre elles.
2. Sous réserve du paragraphe 1, le présent Protocole peut s'appliquer à des procédures d'arbitrage en vertu de tout règlement d'arbitrage adopté par le Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, en vertu d'autres règlements d'arbitrage ou dans le cadre de procédures d'arbitrage *ad hoc*. Le présent Protocole peut s'appliquer à des procédures d'arbitrage, que celles-ci soient ou non administrées par le Bureau international de la Cour permanente d'arbitrage (ci- après le « Bureau international »).

Article 2 : Procédure accélérée

1. Si les parties sont convenues de l'application du présent Protocole, la procédure suivante s'applique :
 - a) Tous les délais prévus par tout règlement de procédure applicable sont réduits de moitié, sauf si le tribunal arbitral en décide autrement après avoir accordé aux parties l'opportunité d'exprimer leurs vues.
 - b) L'affaire est soumise à un arbitre unique.
 - c) Le tribunal arbitral peut adopter à sa discrétion les mesures procédurales qu'il juge appropriées. Il peut notamment, après consultation des parties, décider de ne pas autoriser les demandes de production de documents ou limiter le nombre, la longueur et la portée des écritures et des preuves testimoniales écrites (témoins de fait et experts).
 - d) Le tribunal arbitral peut, après consultation des parties, décider de statuer sur le litige uniquement sur la base de déclarations et de documents écrits, ou de tenir une audience aux fins d'audition d'un ou de plusieurs témoins, y compris des témoins experts, ou de plaidoirie. Lorsqu'une audience doit avoir lieu, le tribunal arbitral peut tenir celle-ci par visioconférence, par téléphone ou par d'autres moyens de communication similaires.
 - e) La sentence finale est rendue dans un délai de six mois à compter de la date de constitution du tribunal arbitral, à moins que, dans des circonstances exceptionnelles, le Bureau international ne proroge le délai pour le prononcé de la sentence finale.
 - f) Le tribunal arbitral peut exposer les motifs sur lesquels se fonde toute sentence ou décision de façon sommaire.
2. À tout moment de la procédure, les parties peuvent convenir que ce Protocole ne s'appliquera plus à la procédure. Dans ce cas, le tribunal arbitral demeurera en place sauf accord contraire des parties.

3. Le tribunal arbitral peut d'office ou à la demande d'une partie et après avoir invité les parties à exprimer leurs vues, eu égard à toute information complémentaire qui pourrait devenir disponible ultérieurement et en concertation avec le Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage, ordonner que la procédure d'arbitrage ne sera pas, ou ne sera plus, conduite conformément à la présente procédure accélérée. Dans ce cas, à moins que le tribunal arbitral ne juge approprié de remplacer ou de reconstituer le tribunal arbitral, celui-ci demeurera en place.

Article 3 : *Primauté sur les dispositions contraires*

Sous réserve des modifications dont les parties pourraient convenir entre elles conformément à l'article 1(1) du Protocole, la procédure accélérée énoncée dans le présent Protocole régit l'arbitrage même en cas de conflit entre l'une de ses dispositions et une disposition de la convention d'arbitrage ou du règlement d'arbitrage applicable.